

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Palestine

Flash : Etat indépendant Palestinien

N° 580 du 27.05.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

[Obama irrite Israël mais laisse les Palestiniens sur leur faim.](#)

Partie prenante

a) Palestine

Nihil

b) Israël

c) Le parrain.

Dans le monde

1 Médias et [Manipulation de l'opinion](#) / Vidéos

1-1 Vidéo Netanyahu s'assure le soutien du Congrès américain : l'analyse de Patrick Fandio

2 Les brèves

2-1 IsraelValley : Ils appellent cela le "boycott arabe"...

3 Dossier

3-1 Zvi Bar'el : Israël ferait bien de se préparer, car l'État palestinien est sur les rails.

3-2 K. Selim : État palestinien sur les frontières de 1967 : **Ce n'était que du vent ... !**

4 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion.

4-1 Kharroubi Habib : Un discours pas très convaincant.

4-2 Lamis Andoni : Obama à Israël : « Prenez tout ce que vous voulez ! »

4-3 Ilan Pappé : Jetez une chaussure à la trahison d'Obama.

Etat indépendant Palestinien, sur la base des frontières de 1967

Tiré a part

[Obama irrite Israël mais laisse les Palestiniens sur leur faim.](#)

Le président américain Barack Obama a irrité Israël par son appel à un Etat de Palestine sur la base des lignes de 1967, avant de recevoir vendredi le Premier ministre Benjamin Netanyahu, tout en frustrant les Palestiniens qui réclament des actes.

L'Union européenne a "salué chaleureusement" cet appel, également approuvé par la Norvège et l'Australie. La Ligue arabe a pressé l'administration américaine de passer à l'acte "dans les semaines et mois à venir pour la création d'un Etat palestinien

indépendant sur les frontières de 1967".

M. Netanyahu a exclu tout "retrait aux lignes de 1967", tandis que le leader palestinien Mahmoud Abbas convoquait la direction palestinienne à "une réunion d'urgence".

L'entourage de M. Netanyahu estime que "Washington ne comprend pas la réalité", selon un haut responsable israélien voyageant avec le Premier ministre. "Washington ne comprend pas ce à quoi nous faisons face", a déclaré à l'AFP ce responsable, sous couvert de l'anonymat.

Le ministre des Transports du parti Likoud (droite) de M. Netanyahu, Israël Katz, a déploré que M. Obama n'ait pas assorti sa déclaration d'une concession aux "changements démographiques sur le terrain" en référence aux blocs d'implantations où vivent la majorité des 300.000 colons de Cisjordanie, qu'Israël entend annexer en cas d'accord de paix.

Le porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, Nabil Abou Roudeina, a qualifié "l'opposition de Netanyahu à un retour aux frontières de 1967 de coup aux efforts d'Obama et de refus de la paix au Proche-Orient".

La chef de l'opposition israélienne, Tzipi Livni, dirigeant du parti Kadima (centre) a accusé M. Netanyahu de faire "payer à Israël un prix trop élevé pour sauver sa coalition" en s'opposant frontalement à Washington, lui suggérant de "quitter le pouvoir".

Les médias israéliens soulignent la "confrontation" avec Washington et le "choc" du gouvernement, pris au dépourvu par la position américaine.

"La visite de Netanyahu à Washington commence mal. Il sera fraîchement accueilli par la Maison Blanche, quand bien même il se fera applaudir devant les deux chambres du Congrès et par les délégués de l'AIPAC", le puissant lobby pro-israélien, souligne Yédiot Aharonot. M. Netanyahu doit s'exprimer devant l'AIPAC le 22 mai avant de prendre la parole au Congrès le 24.

Pour le quotidien Maariv, le Premier ministre israélien "n'aura de cesse dorénavant que d'empêcher la réélection d'Obama", en faisant jouer ses appuis aux Etats-Unis.

Dans le camp palestinien, la déclaration de M. Obama "est un geste positif que les Palestiniens attendaient depuis des mois après l'arrêt des négociations directes avec Israël", se félicite le quotidien Al-Qods, redoutant néanmoins un veto américain à la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien à l'ONU en septembre.

Un analyste palestinien, Samir Awad, relève que le président américain a omis la question de la colonisation, sur laquelle ont buté les pourparlers de paix. "Si les Etats-Unis n'ont pas réussi à contraindre les Israéliens à cesser les activités de colonisation pendant les négociations, comment seraient-ils capables de faire pression sur Israël pour permettre aux Palestiniens d'avoir un Etat?", a-t-il déclaré à l'AFP.

A Jérusalem-Est, l'ambiance était également au scepticisme dans la population palestinienne.

"Israël a ouvertement défié Obama hier (jeudi) en autorisant de nouveaux logements dans les colonies à Jérusalem", a souligné une comptable, Safiya Saad, 43 ans, "ils ne nous donnent que des mots".

"Les Etats-Unis ne peuvent pas braver Israël et si Israël n'aime pas la politique d'Obama, il le chassera aux prochaines élections" américaines, estime Michel Abou Ali, un fleuriste de la Vieille ville.

21/05

<http://ennaharonline.com/fr/international/7462.html>

Partie prenante

a) Palestine

Nihil

b) Israël

Retrait des frontières de 67 : Israël oppose une fin de non-recevoir à Obama

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui se rendra vendredi à Washington, envisage de convaincre le président américain Barack Obama de l'impossibilité de revenir aux frontières de 1967, rapporte le service de presse du gouvernement.

Selon le communiqué, le premier ministre souhaite que la Maison Blanche confirme les engagements pris par George W. Bush en 2004.

"Entre autres, ces engagements stipulaient qu'Israël n'aurait pas à se retirer sur la ligne indéfendable de 1967", indique le communiqué.

D'après le chef du gouvernement, ces frontières ne répondent pas aux réalités démographiques.

Jeudi, Barack Obama s'est prononcé en faveur d'un Etat palestinien dans ses frontières de 1967.

Selon lui, les frontières d'Israël et de la future Palestine devraient être fondées sur les lignes de 1967 c'est-à-dire la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est. Washington n'exclut pourtant pas la possibilité d'échanges amiables de territoires.

L'actuel processus de paix palestino-israélien a débuté en 1993. Les Palestiniens plaident pour le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens occupés suite à la guerre de 1967, où ils envisagent de créer leur Etat avec Jérusalem-Est pour capitale.

A peine relancés le 2 septembre dernier, les pourparlers entre les deux parties ont été interrompus par le refus d'Israël de prolonger le gel de la construction de colonies dans les territoires "palestiniens" après le 26 septembre dernier.

En septembre 2011, lors de la session de l'Assemblée générale de l'Onu, les Palestiniens envisagent de solliciter la reconnaissance internationale d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 et son adhésion aux Nations unies en tant que membre à part entière.

Le président américain s'est déclaré pour la première fois en faveur d'un Etat palestinien sur la base des lignes de juin de 1967, c'est-à-dire la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est, avec des échanges possibles de territoires. Il a également évoqué le principe d'un Etat démilitarisé. Mais il a aussi mis en garde les Palestiniens contre toute tentative d'"isoler symboliquement Israël aux Nations unies en septembre", qui "ne créeront pas un Etat indépendant". Ces annonces, aussitôt rejetées par Israël, interviennent dans le cadre d'un processus de négociations moribond.

Le leader palestinien Mahmoud Abbas a appelé pour sa part Israël à "donner au processus de paix la chance qu'il mérite", convoquant la direction palestinienne pour "une réunion d'urgence". Son porte-parole a qualifié "l'opposition de Netanyahu [...] de refus de la paix au Proche Orient" et a par ailleurs condamné le feu vert donné jeudi à la construction de 1520 nouveaux logements dans deux quartiers de colonisation juive à Jérusalem-Est occupée et annexée.

Le Hamas a exhorté le président américain à "accomplir des actes concrets pour protéger les droits des Palestiniens et de la nation arabe" et rejeté les appels du président américain à reprendre les négociations de paix et à reconnaître Israël.
20/05

<http://www.gnet.tn/revue-de-presse-internationale/retrait-des-frontieres-de-67-israel-oppose-une-fin-de-non-recevoir-a-obama/id-menu-957.html>

Jonh SCHULTS : Reconnaissance d'un Etat palestinien : Netanyahu met en garde contre "un diktat de l'ONU".

"Une recherche sérieuse de la paix ne peut intervenir que par la négociation", a déclaré le premier ministre israélien à l'issue d'un entretien à Paris avec Nicolas Sarkozy.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a estimé jeudi 5 mai que la paix entre Israël et les Palestiniens ne pouvait pas être imposée par "un diktat de l'ONU". "Une recherche sérieuse de la paix ne peut intervenir que par la négociation", a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien à Paris avec Nicolas Sarkozy.

"La première question est de savoir s'il peut y avoir une majorité automatique au sein de l'ONU, la réponse est oui. Ils peuvent dire que la Terre est plate et ils peuvent adopter" une décision, a-t-il poursuivi.

Le processus de paix étant bloqué depuis l'échec de la conférence de Washington en septembre, les Palestiniens veulent proclamer leur Etat en septembre, date butoir retenue par la communauté internationale pour la signature d'un accord israélo-palestinien.

Dans un entretien paru mercredi dans l'hebdomadaire *L'Express*, Nicolas Sarkozy a laissé entendre que la France pourrait reconnaître l'Etat palestinien à l'automne en assurant qu'elle "prendra ses responsabilités" si le processus de paix n'est pas relancé d'ici là.

RECONNAÎTRE ISRAËL COMME "ÉTAT JUIF"

Le premier ministre israélien a par ailleurs affirmé Nicolas Sarkozy soutenait la revendication, essentielle pour lui, qu'Israël soit reconnu par les Palestiniens comme "l'Etat du peuple juif". "J'ai entendu des choses similaires hier en Grande-Bretagne et je crois qu'à Paris comme à Londres, il y a la compréhension que quiconque veut la paix doit s'engager pour la paix, et non complètement le contraire", a-t-il ajouté.

Benjamin Nétanyahou a fait de la reconnaissance de son pays comme Etat juif l'un des points cruciaux pour débloquent le processus de négociations avec les Palestiniens. "Le cœur du conflit a toujours été le refus persistant de la direction palestinienne de reconnaître l'Etat juif dans n'importe quelles frontières", déclarait-il le 18 avril. "Pourquoi les Palestiniens ne reconnaissent-ils pas tout simplement l'Etat juif ? Après tout, nous, nous sommes disposés à reconnaître un Etat palestinien. Pourquoi ne peuvent-ils pas rendre la pareille s'ils veulent la paix ?", ajoutait-il.

JOHN SCHULTS

REUTERS/

05.05.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/05/05/reconnaissance-d-un-etat-palestinien-netanyahu-met-en-garde-contre-un-diktat-de-l-onu_1517691_3218.html#ens_id=1228030

De retour en Israël, Netanyahu se félicite du soutien -très fort - américain

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est revenu en Israël mercredi en début de soirée à l'issue d'une visite de six jours à Washington, se prévalant d'un soutien américain très fort.

Cette visite a été importante. Il y a un soutien américain très fort aux principes que nous défendons, et avant tout à notre exigence qu'Israël soit reconnu comme Etat nation du peuple juif, à la nécessité de frontières défendables et au rejet catégorique du (mouvement islamiste palestinien) Hamas, a assuré M. Netanyahu aux journalistes à sa descente d'avion. J'ai présenté aux Etats-Unis un projet politique large, qui rassemble autour d'un consensus la plus grande partie du peuple d'Israël. Il est temps que les partis sionistes se réunissent autour des principes formulés (ndlr: dans ce projet). Il est temps que l'Autorité palestinienne reconnaisse elle- aussi les exigences justifiées d'Israël, a-t-il souligné.

Durant son séjour à Washington, M. Netanyahu s'est entretenu avec le président américain Barack Obama et tous deux ont exprimé au grand jour des divergences sur le processus de paix israélo-palestinien.

Le Premier ministre israélien a terminé sa visite par un discours très applaudi devant les deux chambres du Congrès réunies en session spéciale, durant lequel il a persisté dans son approche sans concession aux Palestiniens.

http://www.romandie.com/news/n/_De_retour_en_Israel_Netanyahu_se_felicite_du_soutien_americaain_tres_fort2_50520112005.asp

c) Le parrain.

L'aide américaine aux Palestiniens remise en question par des élus au Congrès.

Des élus du Congrès américain voudraient que Washington « réexamine » l'aide fournie aux Palestiniens si le mouvement islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, devait faire partie d'un gouvernement palestinien. « Si un accord de partage du pouvoir avec une organisation terroriste [le Hamas] devenait une réalité dans les territoires palestiniens, les États-Unis seraient obligés de réexaminer leur aide à l'Autorité palestinienne », a déclaré dans un communiqué la républicaine texane Kay Granger.

Mme Granger est la présidente de la sous-commission de la Chambre des représentants chargée de répartir l'aide de Washington à l'étranger.

Ses propos surviennent au lendemain de la signature d'un accord de réconciliation entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza. Cette entente prévoit notamment la formation d'un gouvernement unique chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'à la tenue des élections présidentielle et législative, d'ici un an.

Mercredi, la présidente des Affaires étrangères de la Chambre des représentants a estimé que la réconciliation entre le Fatah et le Hamas, condamnée par Israël, mettrait un terme à l'aide américaine. « L'argent des contribuables américains ne devrait et ne doit pas être dépensé pour soutenir ceux qui menacent la sécurité des États-Unis, nos intérêts et notre allié indispensable, Israël », a affirmé Ileana Ros-Lehtinen.

Elle soutient que la loi américaine irait à l'encontre du versement de l'aide à un gouvernement regroupant Fatah et Hamas, la législation prévoyant que tout gouvernement palestinien doit reconnaître le droit à l'existence d'Israël pour obtenir cet argent.

« Les peuples israélien et palestinien veulent la paix. Mais soutenir un gouvernement de l'Autorité palestinienne de ce type ne va pas y mener », a souligné la représentante républicaine.

Le Hamas figure sur la liste des organisations terroristes des États-Unis.

[Radio-Canada.ca avec Agence France Presse et Reuters](#)

Mise à jour le jeudi 28 avril 2011 à 19 h 23

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2011/04/28/010-congres-aide-palestiniens.shtml>

[Commenter \(40\) »](#)

Partager Courriel Facebook Twitter

Obama: une demande palestinienne de reconnaissance à l'ONU serait une erreur.

Le président Obama a déclaré mercredi à Londres qu'un accord au Proche-Orient impliquait des compromis déchirants de la part d'Israël et des Palestiniens, mais qualifié d'erreur le projet de demande de reconnaissance d'un Etat palestinien à l'ONU sur la base des frontières de 1967.

Je suis confiant quant à la possibilité d'un accord de paix au Proche-Orient, a affirmé Barack Obama lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre David Cameron, au deuxième jour de sa visite à Londres. Mais cela demandera des compromis déchirants de part et d'autre, a-t-il souligné.

La seule façon d'arriver à la création d'un Etat palestinien est que les Israéliens et les Palestiniens parviennent à une paix juste, a poursuivi M. Obama. Je suis persuadé que choisir la voie de l'ONU pour les Palestiniens plutôt que de s'asseoir à la table des négociations avec les Israéliens est une erreur, a-t-il encore jugé.

Lors d'un discours sur le Proche-Orient prononcé le 19 mai, le président américain s'est prononcé pour la première fois en faveur de pourparlers pour un Etat palestinien sur la base des frontières de 1967, c'est-à-dire couvrant la Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza, moyennant des échanges de territoire négociés avec Israël.

M. Obama a cependant réaffirmé à cette occasion l'opposition de Washington à une reconnaissance par l'ONU d'une Palestine sur les lignes de 1967, sans un accord de paix préalable. Cette opposition pourrait se traduire par un veto américain au Conseil de sécurité en septembre.

Les Palestiniens détiennent actuellement un statut d'observateurs aux Nations Unies.

http://www.romandie.com/news/n/_Obama_une_demande_palestinienne_de_reconnaissance_a_l_ONU_serait_u ne_erreur250520111605.asp

K. Selim/K. Habib : Du réchauffé chez Obama .

Un discours pas très convaincant.

Cet exercice oratoire exprime la quintessence même de la politique américaine : un simple copié-collé de la politique israélienne.

Les présidents américains ne sont jamais surprenants quand ils discutent sur le monde arabe.... La seule vraie différence réside dans l'éloquence du locataire de la Maison-Blanche. Quand deux piliers - des dictatures - de la politique américaine tombent à la suite de manifestations populaires, il n'y a rien de surprenant à entendre Barack Obama évoquer un soutien aux peuples.

Encore que le soutien paraît circonscrit aux « républiques ». Une condamnation pour Kadhafi, une sommation pour Al-Assad et une demi-admonestation pour le Bahreïn - qui est une base américaine -, mais pas une seule allusion à l'Arabie Saoudite, qui mérite pourtant bien plus que d'autres les lumières de la réforme.

C'est au fond un rewriting du discours, sans lendemain, du Caire où Barack Obama tentait de démontrer un changement par rapport à George W. Bush. Tout un chacun a constaté que le président américain était naturellement velléitaire et tous ont obtenu la confirmation que les intérêts d'Israël structurent la politique américaine dans la région. Et celle-ci, à ce jour, aura toujours tendance à préférer des autocraties malléables à des systèmes démocratiques réellement représentatifs.

Le soutien américain aux dictatures arabes n'a jamais été de pure opportunité, il s'agit bien d'une orientation stratégique. De ce point de vue, les professions de foi démocratique du président américain n'ont guère de chance de convaincre. Dans le meilleur des cas, cela constitue une adaptation du discours américain au contexte arabe actuel. En tout état de cause, les opinions arabes ne se font aucune illusion. Elles jugent, à juste titre, un président américain sur ce qu'il dit et ce qu'il fait à l'égard des Palestiniens, ceux-là mêmes qui subissent le plus la politique injuste des Américains. Et Barack Obama a déjà perdu le capital de sympathie dont il bénéficiait au départ en se soumettant ostensiblement au lobby pro-israélien.

Les communicateurs du président américain le savent parfaitement et il leur fallait, pour accompagner ces temps « printaniers », un petit tour de passe-passe rhétorique pour susciter un semblant de nouveauté. Ils ont cru le trouver en évoquant la création d'un État palestinien sur la base des lignes de démarcation de 1967. Dans un effort remarquable de marketing, la presse occidentale et israélienne tente de présenter la chose comme étant un défi à Israël, alors qu'il n'en est absolument rien. Les frontières de 1967 ne sont pas une invention de M. Obama.

Mais l'emphase de l'annonce n'a d'autre but que de signifier la détermination de Washington à s'opposer à l'initiative des Palestiniens de faire reconnaître leur État par l'Assemblée générale des Nations unies et pour dénoncer la réconciliation entre le Hamas et le Fatah.

Cet exercice oratoire exprime la quintessence même de la politique américaine : un simple copié-collé de la politique israélienne. Les Palestiniens doivent s'abstenir de déplaire aux Israéliens et « négocier » sans fin avec eux sous le faux parrainage des Américains. Et, bien entendu, les Palestiniens doivent se faire la guerre et rester divisés.

Sur la Palestine, l'éloquente prestation de M. Obama sentait le réchauffé. Et la Palestine, même si les Occidentaux préfèrent s'aveugler, est l'un des moteurs des révoltes arabes.

K. Selim/K. Habib –

21 mai

Le Quotidien d'Oran

Obama veut le maintien de la "supériorité" militaire israélienne

22/05/2011

Le président américain Barack Obama a souhaité dimanche le maintien, avec l'aide des Etats-Unis, de la "supériorité" de la force militaire israélienne sur ses adversaires potentiels dans la région. Il a assuré dimanche que l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité de son allié israélien est "inébranlable", lors d'un discours prononcé au Congrès annuel du principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis, l'AIPAC, à Washington.

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/704974/Obama_veut_le_maintien_de_la_%22superiorite%22_militaire_israelienne.html

AFP / 22 mai

Les USA s'opposeront aux efforts pour isoler Israël à l'ONU.

Le président Barack Obama a assuré dimanche que les Etats-Unis s'opposeraient à toute tentative d'isoler Israël aux Nations unies, lors d'un discours prononcé au Congrès annuel du principal lobby pro-Israël aux Etats-Unis, l'AIPAC, à Washington.

AFP / 22 mai

Dans le monde

Allemagne

Des intellectuels allemands demandent au gouvernement d'Angela Merkel d'accentuer la pression sur Israël.

Un groupe d'intellectuels allemands, dont des spécialistes du Moyen-Orient et des théologiens, ont demandé à la chancelière Angela Merkel d'accentuer la pression sur le régime israélien afin qu'il accepte des de faire des concessions dans le processus de paix.

Dans un communiqué publié par ce groupe, l'ancien ambassadeur d'Allemagne en Jordanie, Martin Schneller a exhorté son gouvernement et la communauté internationale à faire davantage de pression sur Israël. "

Il a soumis toute aide financière versée à chacune des deux parties ;à la réalisation de progrès tangibles dans le processus de paix au Moyen-Orient.

Pendant ce temps, le vice-président de Pax Christi Allemagne, Johannes Schnettler, a fustigé le gouvernement Merkel l'accusant d'ignorer l'injustice à laquelle les Palestiniens continuent à faire face au quotidien.

Il a rappelé qu'Israël a violé à maintes reprises le droit international dans les territoires palestiniens.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a salué dans un discours le message clair et déterminé du président Barack Obama en faveur de la création d'un Etat palestinien sur la base des frontières de 1967.

"Je salue que le fait que le président Obama se soit engagé de façon aussi claire et déterminée en faveur d'une solution globale et juste à deux Etats a déclaré le ministre, selon un communiqué également.

26/05

<http://www2.irna.ir>

France

La France envisagerait de reconnaître l'État palestinien

Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, devrait être reçu, jeudi 21 avril en fin d'après-midi, par le président Nicolas Sarkozy à l'Élysée. Il devrait, à cette occasion, a précisé M. Abbas, "*demander conseil*" sur les démarches à suivre en vue de la reconnaissance d'un Etat de Palestine par l'Union Européenne.

Face au blocage des négociations de paix, rapidement interrompues après une brève relance en septembre 2010, Paris semble en effet envisager une reconnaissance unilatérale. Ces dernières années, plusieurs pays d'Amérique du Sud l'ont fait.

PALESTINIENS "PLUS QUE JAMAIS PRÊTS"

"C'est une question à laquelle il faut réfléchir et à laquelle nous réfléchissons. Et elle se posera au mois de septembre ou octobre", a souligné le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé. La communauté s'est fixé comme objectif la création de l'Etat palestinien à l'automne, au moment de l'assemblée générale des Nations unies à New York.

A l'occasion de cette visite de Mahmoud Abbas à Paris, la France a rappelé qu'elle considérait les Palestiniens "*plus que jamais prêts à établir un Etat et à le gérer d'une façon crédible et pacifique*", selon une déclaration du ministère des Affaires étrangères.

Une centaine d'Etats reconnaissent déjà la Palestine comme Etat, la plupart depuis les années qui ont suivi la "déclaration d'indépendance" proclamée en 1988.

21.04.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/04/21/la-france-envisagerait-de-reconnaitre-l-etat-palestinien_1511050_3218.html#xtor=EPR-32280229-%5BNL_Titresdujour%5D-20110421-%5Bzoneb%5D

Russie

Moscou prêt à reconnaître l'Etat indépendant palestinien

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a annoncé qu'il soutiendrait la reconnaissance d'un Etat indépendant palestinien, sur la base des frontières de 1967. "Toutes les nations ont besoin de l'unité, surtout, les Palestiniens qui veulent avoir un Etat indépendant, dans le cadre de la résolution de l'ONU, de la demande du Quartette (Etats-Unis, Russie, ONU, UE) et du plan d'initiative de paix arabe, et qui essayent d'y accéder", a dit Lavrov, lors d'une rencontre avec les représentants du Fatah et du Hamas, à Moscou, cité par Press TV. Les représentants des deux principaux partis palestiniens et les responsables russes ont émis, à la fin de la réunion, un communiqué commun. Le chef de la diplomatie russe a, aussi, considéré l'accord Hamas/Fatah, comme un événement historique, avant d'appeler les groupes palestiniens à se mettre à la table de négociations, pour parler des détails de leur accord et préparer le terrain à sa mise à exécution. Les hauts responsables du Fatah et du Hamas ont signé, au mois de mai, lors d'une cérémonie officielle, au Caire, la capitale égyptienne, un accord d'unité nationale.

25/05

<http://french.trib.ir/>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Video Netanyahu s'assure le soutien du Congrès américain : l'analyse de Patrick Fandio

<http://videos.tf1.fr/infos/2011/netanyahu-s-assure-le-soutien-du-congres-americain-l-analyse-6500867.html>

2 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

2-1 IsraelValley : Ils appellent cela le "boycott arabe"...

Une nouvelle économique qui a surpris les acteurs industriels en Israël et en Allemagne : pourquoi donc, dans un silence le plus complet, une entreprise européenne applique-t-elle le boycott arabe ? Selon Courrier International : "Sous la pression de Berlin et de militants propalestiniens, la Deutsche Bahn s'est retirée d'un projet israélien de construction de voies ferrées dont le tracé traversait les Territoires occupés en Cisjordanie", rapporte le Financial Times. Cette décision constitue une victoire pour la campagne "boycott, désinvestissement, sanctions" (BDS) dont l'objectif est d'aider la cause palestinienne en poussant les pays de l'Union européenne à exercer une pression économique sur Israël.

"La branche de conseil international de la Deutsche Bahn fournissait un soutien technique pour l'électrification d'un rail destiné à relier Tel-Aviv à Jérusalem. Cette ligne à grande vitesse devrait être achevée d'ici à 2017. Sa construction et la participation de la Deutsche Bahn avaient soulevé de vives critiques de la part de responsables palestiniens, car un tronçon de 6 kilomètres traverse la Cisjordanie." Selon eux, la nouvelle ligne aurait pu être construite sur le territoire israélien sans passer par la Cisjordanie.

ISRAELVALLEY PLUS

La Deutsche Bahn, souvent désignée par son nom commercial Die Bahn ou par le sigle DB, est l'entreprise ferroviaire publique en Allemagne, correspondant à la SNCF en France ou à la SNCB en Belgique. Elle est à ce titre la plus importante entreprise ferroviaire d'Europe (hors Russie), tant par la longueur de son réseau, le chiffre d'affaires ou les prestations de transport.

La DB est une société anonyme dont le capital en actions est détenu à 100 % par l'État fédéral allemand. Elle constitue une holding chapeautant les principales activités du groupe, constituées de filiales dédiées à chaque segment de marché. Sur le plan commercial, elle a adopté la marque Die Bahn (DB) dans le but de moins marquer ses origines nationales (à l'instar de British Telecom devenue BT). La société détient la majorité du capital de la société espagnole Transfesa ainsi que la totalité d'EWS et Euro Cargo Rail."

Source: <http://www.courrierinternational.com/breve/2011/05/16/la-deutsche-bahn-ne-construira-pas-de-tgv-en-israel>

Israel Valley

Publié le 20 mai 2011 __. __. ____

Marianne

3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 Zvi Bar'el : Israël ferait bien de se préparer, car l'État palestinien est sur les rails.

« Israël a toujours voulu convaincre qu'il tendait en vain dans le vide une main pacifique. Mais cette politique est en passe de subir un choc en septembre » écrivait Zvi Bar'el la semaine passée, à la veille de la rencontre Netanyahu-Obama... où l'on vit le président américain anticiper ce choc de quelques mois en s'affirmant favorable à une solution à deux États dans le cadre des frontières antérieures à la guerre des Six Jours.

Cette prise de position du principal allié d'Israël vient conforter l'appel à la reconnaissance par leur pays d'un État palestinien démocratique à venir, lancé ces jours derniers par quelque quatre-vingt-dix personnalités israéliennes des cercles politique, diplomatique, militaire et du monde des arts et des lettres. Une reconnaissance qui, selon les signataires de ce texte [1], est de l'intérêt « vital d'Israël ».

Yuval Diskin [2] a raison, septembre est depuis toujours un fichu mois. Prenez septembre 1993, le mois maudit où les accords d'Oslo furent signés. Ou, 15 ans plus tôt, la signature des accords d'Oslo entre Israël et l'Égypte.

L'invasion de la Pologne par les nazis prit place en septembre, de même que les explosions perpétrées à New York par al-Quaïda et la seconde *intifada*. James Dean fut tué un 30 septembre et, en septembre 1995, Israël accepta de céder aux Palestiniens le contrôle d'une part considérable de la rive occidentale du Jourdain.

Etre fichu, on le voit, est une question de perspective. Et quoi qu'il advienne en septembre 2011, si quelque chose doit advenir, ce sera aussi une question de perspective.

Le texte de Diskin, ornement du congrès des Amis de l'université de Tel-Aviv, ne devrait spécialement émouvoir ni surprendre quiconque. Ni les dirigeants des services de sécurité du Shin Beth ou du Mossad, ni les ex-généraux ne sont jugés sur leur art oratoire. Ils sont chargés d'inspirer de la peur, et la peur n'a nul besoin de tant de mots ni d'expressions poétiques. Iran, Hamas, Hezbollah, terrorisme, roquettes et, bien sûr, un État palestinien indépendant - c'est là tout le vocabulaire nécessaire à la formulation de la stratégie israélienne de la peur.

Le chef du Shin Beth n'a et n'avait apparemment pas de vision de paix. Ce n'est pas son boulot. Il ne forge pas les politiques, il prend tout juste soin de leurs ramifications. Mais la "politique" telle qu'il l'entend est claire comme eau de roche.

« Mahmoud Abbas, Salam Fayyad et l'Autorité palestinienne tout entière, a-t-il statué, ne représentent qu'eux-mêmes et certainement ni le Hamas ni la Bande de Gaza. »

En d'autres termes, il n'y avait dès le départ aucune raison de leur parler, et certes pas maintenant à la suite de leur réconciliation avec le Hamas. Cette réconciliation peut avoir secoué Diskin, il peut ne pas s'y être attendu - ou peut-être était-ce le cas et ne l'a-t-il pas dit - mais cela ne modifie en rien le tableau général : « Le Hamas n'a pas changé d'idées, d'idéologie ou de politique », tandis que la réconciliation sera jugée « avec le temps ».

Comme si « le temps » était un facteur indépendant que n'affecteraient ni les évolutions, ni les lignes politiques, ni les déclarations. Comme si ni les Palestiniens ni les Israéliens n'influaient sur son cours et ses modes de changement. Et de combien de temps s'agit-il, au fait ? Sommes-nous voués à arracher les pages du calendrier jusqu'à une date finale ? Le temps s'arrête-t-il de filer en ce fichu septembre ? Ou peut-être un an après les accords de réconciliation, au moment où les élections législatives et présidentielles palestiniennes sont censées avoir lieu ? Du reste, quand ce temps débute-t-il ?

Diskin, bien sûr, n'est qu'une allégorie. « Avec le temps », quelque chose lui arrivera peut-être aussi, et nous le verrons signer des pétitions ou se joindre à l'une des initiatives de paix. De nombreux "cadres de sécurité" de haut rang ont connu de telles illuminations subites. Mais pour le moment il présente sans hésitation aucune à l'opinion les hypothèses fondamentales qui ont forgé la ligne politique du gouvernement israélien.

Il n'y a pas de partenaire palestinien et, désormais, il n'y en aura pas jusqu'à la fin des temps. Le gouvernement n'a même pas besoin de le démontrer. La réconciliation est une illusion, l'État palestinien ne sera qu'un mirage, et

aucun des deux ne contraint le gouvernement à accommoder sa vision. Le gouvernement détourne déjà la réconciliation, présumant qu'en cas d'échec elle entraînera Abbas dans sa chute et qu'en cas contraire un partenaire israélien n'aura de toute façon pas sa place.

Mais ce qui est illusoire, c'est le débat sur l'identité du partenaire. Il vient brillamment se substituer au choix nécessaire d'une politique, à la détermination des frontières du pays et du point précis jusqu'où elles peuvent avancer en territoire occupé. Pures bavasseries reposant sur la théorie de « la confiance en construction progressive » - soumise depuis à la destruction progressive de ladite confiance - qui ont réussi à mettre la question du partenaire palestinien (pas celle de l'israélien, le ciel nous en préserve) au centre de tout débat politique.

Le discours d'ouverture de Netanyahu devant le Congrès ne sera pas avare d'allusions à ce partenaire absent ; car c'est là le cœur d'une tactique qui se travestit en politique. Israël a toujours voulu convaincre qu'il tendait en vain dans le vide une main pacifique. Mais cette politique est en passe de subir un choc en septembre. On peut rayer d'un trait Mahmoud Abbas et Ismail Haniyeh. Mais un État palestinien ? Un État où commenceront bientôt à venir présidents et rois du reste du monde.

NOTES

[1] Repris sur le site de LPM : <http://www.lapaixmaintenant.org/article2140>

[2] □ Septembre est toujours un très mauvais mois au Moyen-Orient □, d'clarait le 11 mai dernier le chef sortant du Shin Beth (les services de sécurité intérieure) Yuval Diskin, faisant allusion □ la proclamation annoncée d'un □tat palestinien. Et d'ajouter : □ Je ne sais pas exactement ce qui va se passer le 1^{er} octobre □ mais je m'attends □ ce que l'histoire mette en branle des processus susceptibles de se d'riorer. □

Zvi Bar'el

Ha'aretz, le 15 mai 2011

mis en ligne le dimanche 22 mai 2011

Traduction : Tal Aronzon pour La Paix Maintenant

<http://www.haaretz.com/print-editio..>

3-2 K. Selim : État palestinien sur les frontières de 1967 : Ce n'était que du vent ... !

On est à chaque fois surpris de constater à quel point l'administration américaine a peu d'estime pour l'intelligence des opinions arabes et singulièrement de cette jeunesse arabe en révolte contre les vassalités locales.

L'avancée purement rhétorique de Barack Obama sur un État palestinien sur les frontières de 1967 a été gommée par un discours présidentiel devant l'Aipac, le lobby israélien qui pèse lourd dans la vie politique américaine. Entre-temps, les donateurs de fonds juifs du Parti démocrate ont envoyé des signaux non équivoques au locataire de la Maison-Blanche sur le fait qu'il ne verra pas la couleur de leur monnaie. Que fait le Président américain ? Un nouvel exercice rhétorique dans lequel il promet qu'un « désaccord » de son administration avec Tel-Aviv n'aura jamais d'incidences. « Les liens entre les États-Unis et Israël sont inaltérables, et l'engagement des États-Unis envers la sécurité d'Israël est inébranlable ».

En peu de mots, le Président des États-Unis dit aux Israéliens et à l'Aipac que tout ce qu'il peut dire sur la paix, l'État palestinien et les frontières, ce n'est que du vent... destiné à donner le change à une jeunesse arabe en révolte. Benjamin Netanyahu, contrairement aux dramatisations de la presse occidentale sur les prétendues divergences entre Israël et les États-Unis, était très satisfait du discours de M. Obama. Quand le président de la plus grande puissance mondiale énonce clairement que le refus d'Israël de s'engager sérieusement pour la paix n'aura aucune incidence, pourquoi Netanyahu s'inquiéterait-il ? D'ailleurs, ceux qui ont trop mis en exergue ses propos sur les frontières de 1967 en sont pour leurs frais.

M. Obama est allé battre sa coulpe à l'Aipac en jurant qu'on avait fait des « représentations fausses » de ses propos. C'est quoi la représentation « vraie » ? Exactement, l'énoncé du sinistre George W. Bush indiquant aux Palestiniens qu'ils devraient tenir compte des « nouvelles réalités démographiques sur le terrain et des besoins des deux parties ». Pour le cas où vous êtes sous le charme de la rhétorique alambiquée de M. Obama, la représentation « vraie » de ce qu'il a dit est que l'État palestinien ne sera pas basé sur les frontières de 1967. On pourra dire que le président Barack Obama détient le record en matière de vitesse de retournement rhétorique. Les « nouvelles réalités » que les Palestiniens sont invités à prendre en compte et à accepter, ce sont les colonies de peuplement et l'épuration ethno-religieuse menée par l'État d'Israël.

On est à chaque fois surpris de constater à quel point l'administration américaine a peu d'estime pour l'intelligence des opinions arabes et singulièrement de cette jeunesse arabe en révolte contre les vassalités locales. Il est clair que M. Barack Obama ne peut occulter la réalité politique américaine et qu'il doit se faire réélire. Son problème est qu'il prétend « innover » et même apporter une touche « morale » et « démocratique » à la politique américaine. Ses contorsions sur la question palestinienne en moins de 48 heures le confondent. Les jeunes arabes en révolte ne sont pas des niais, ils savent clairement que la rhétorique d'Obama sur la Palestine est vide. Du vent.

K. Selim –

Le Quotidien d'Oran

25/05

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10658

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

4-1 Kharroubi Habib : Un discours pas très convaincant.

Du discours qu'il a adressé jeudi au monde arabe à « *un moment où les habitants du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord se débarrassent des fardeaux du passé* », l'on retiendra que le président Barack Obama a promis un changement d'approche des États-Unis envers la région et qu'il s'est pour la première fois prononcé en faveur d'un État palestinien sur la base des frontières de 1967.

Le changement d'approche promis peut, aux yeux de certains, sembler être déjà engagé au vu du soutien, en paroles du moins, que l'administration d'Obama prodigue aux manifestants depuis le début, il y a six mois, de la vague de révoltes populaires arabes. Mais les peuples arabes ont des raisons de douter que le changement promis tienne compte de leurs véritables aspirations.

Là où leur révolte a abouti à la chute de leur despote et de son régime, ces peuples se rendent compte que les États-Unis oeuvrent en sous-main à l'instauration de pouvoirs qui, tout en démocratisant quelque peu la vie politique, se garderont de remettre en cause les intérêts géostratégiques américains dans la région, tels que définis par Washington. Des intérêts qui ont été cause pour les peuples concernés de décennies de dictatures cyniquement appuyées ou tolérées par ces mêmes États-Unis qui prônent la démocratie et le respect des aspirations populaires. Et qui font que l'Amérique continue à fermer les yeux sur les agissements de dictatures là où ces intérêts sont vitaux pour elle. En Arabie Saoudite par exemple, pour ne citer que le cas le plus flagrant.

S'ils ne nient pas avoir besoin du soutien américain dans leur lutte contre leurs régimes pourris, les peuples arabes sont légitimement fondés à persister dans la méfiance qu'ils nourrissent à l'égard des États-Unis. Son discours de jeudi n'est pas le premier que Barack Obama a adressé au monde arabe. Dans les précédents, il avait aussi promis la révision de la politique américaine dans la région. Rien pourtant de fondamentalement innovant n'est intervenu dans cette politique ; il a fallu que les peuples de la région entrent en révolte contre les régimes en place pour que Washington exerce des pressions de quelque portée sur ces derniers pour les pousser à prendre en compte les revendications populaires.

Autant dire que la promesse faite dans son dernier discours par Obama sera reçue par les peuples arabes avec beaucoup de détachement et de scepticisme.

Ainsi les Palestiniens, à qui il a annoncé que l'Amérique est en faveur de leur État basé sur les frontières de 1967, attendront pour se féliciter de sa déclaration les résultats de sa rencontre à Washington avec le Premier ministre israélien. Habités qu'ils sont de voir le président américain revenir sur ses engagements à leur égard après chaque rencontre avec le dirigeant palestinien ou quand les lobbys juifs expriment leurs désaccords avec ces engagements.

Ce qu'il faut déduire du discours d'Obama au monde arabe, c'est que le président américain a conscience que le « printemps arabe » est porté par l'aspiration démocratique ; il n'est pas pourtant américanophile. Et pour que les États-Unis soient amicalement perçus dans le monde arabe, il leur faut faire plus que se déclarer favorables aux révoltes populaires.

Barack Obama veut-il ou peut-il aller plus loin dans ce sens, alors que l'establishment américain considère qu'une vraie démocratisation du monde arabe est contraire aux intérêts nationaux de l'Amérique ? On en doute.

Kharroubi Habib

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10645

4-2 Lamis Andoni : Obama à Israël : « Prenez tout ce que vous voulez ! »

Dans son dernier discours, Obama a prouvé en termes à peine voilés qu'il fera tout pour satisfaire sa base électorale pro-israélienne.

Juin 2008 - Des jeunes Palestiniens jettent des pierres sur un bulldozer de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Pour la troisième journée Israël avait mené des incursions dans le territoire assiégé, assassinant plus de 20 personnes dont un enfant.

En 2008, Barack Obama, alors candidat démocrate à la présidentielle, cédait devant les électeurs pro-israéliens et devant Israël en promettant dans un discours adressé à l'*American Israel Public Affairs Committee (AIPAC)*, que Jérusalem serait pour toujours « la capitale indivisible d'Israël. »

Trois ans plus tard, Obama est à nouveau en pré-campagne électorale en vue d'améliorer ses chances de réélection en 2012. Dans le cadre de cette campagne, il a fait quelques timides tentatives pour relancer un « processus de paix » au point mort, mais selon les conditions d'Israël.

Dans son dernier discours adressé à l'AIPAC, Obama a fait acte de complète allégeance à Israël en réaffirmant le soutien de l'Amérique aux objectifs politiques et sécuritaires d'Israël. Son discours a nié le droit des Palestiniens à déclarer l'existence de leur nation et il a même promis de bloquer tous les efforts de Palestiniens pour faire valoir leurs droits auprès des organisations internationales.

Obama a évoqué du bout des lèvres « l'autodétermination » pour les Palestiniens mais ce n'est rien de plus que de la rhétorique vide de sens - alors qu'il a clairement laissé entendre que les intérêts israéliens, en particulier ses intérêts sécuritaires, demeureront la priorité de la politique étrangère américaine dans la région.

Il a mécaniquement répété son engagement à la vision d'une solution à deux États - l'établissement d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, il subordonne la question des frontières et des conditions de création d'un tel État aux « intérêts de sécurité » d'Israël.

Qu'il ait évoqué la reprise de négociations de paix sur la base des frontières de 1967 (également connues sous le nom de « Ligne verte ») ne signifie ni un retrait israélien complet des territoires occupés, ni la création d'un État palestinien souverain sur l'ensemble des terres à l'intérieur de cette « Ligne verte », dont Jérusalem-Est.

Il y a une différence significative dans le « jargon » des négociations, et même dans le langage juridique, entre évoquer la création d'un Etat palestinien « basé sur » les frontières de 1967 et dire qu'un tel Etat « sera établi sur » les frontières de 1967.

La première expression laisse beaucoup de marge à Israël pour continuer d'occuper et même d'annexer de vastes blocs de colonies (et peut-être même la totalité de toutes les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, toutes illégales au regard du droit international) pour « des raisons de sécurité. »

Prenez ce que vous pouvez

Juste au cas où sa base pro-israélienne aurait mal compris ses déclarations à peine voilées dans son discours sur le Moyen-Orient vendredi dernier, Obama n'a pas manqué de préciser que selon son point de vue définitivement pro-israélien, il n'y avait pas à revenir aux frontières 1967.

« [La déclaration] signifie que les parties elles-mêmes - les Israéliens et les Palestiniens - vont négocier une frontière qui est différente de celle qui existait le 4 juin, 1967 ... Il incombe à ces parties de tenir compte des changements qui ont eu lieu au cours des dernières 44 années, y compris de la nouvelle réalité démographique. »

En termes plus clairs, le président dit effectivement, bien que non explicitement, qu'il tire un trait d'égalité entre la présence des Palestiniens sur leur propre terre et la présence illégale de colons israéliens installés sur des terres volées aux Palestiniens ces 44 dernières années.

Cela revient à dire que - malgré le fait que les colons vivent sur cette terre illégalement en vertu du droit international - parce qu'ils sont physiquement établis là, la terre deviendrait la leur.

Cela confirme la conviction de beaucoup de personnes dans la région que la construction de colonies israéliennes et du Mur d'Apartheid à l'intérieur des frontières de 1967 est le moyen utilisé par Israël pour imposer progressivement une annexion *de facto* des terres palestiniennes.

Ces dernières déclarations d'Obama sont peut être celles qui sont les plus proches d'une simple légitimation des colonies israéliennes.

Le message d'Obama à Israël semble confirmer qu'il est prêt à maintenir la promesse de l'ancien président George Bush faite en 2005 : qu'Israël serait en mesure de garder ses principaux blocs de colonies à l'issue de n'importe quelle solution négociée du conflit.

En d'autres termes, l'idée d'Obama d'une autodétermination palestinienne est que les Palestiniens acceptent tout ce qu'Israël décide.

Dans son discours devant l'AIPAC, et dans le discours précédent sur le Moyen-Orient, Obama semble avoir été soit en dehors de tout contact avec - ou a tout simplement ignoré - les changements amenés par le printemps arabe. Puis il a ensuite soutenu l'idée qu'Israël devait comprendre que le printemps arabe avait modifié l'équilibre politique dans la région, et qu'il lui fallait maintenant faire la paix non pas avec des dirigeants arabes corrompus mais avec les peuples arabes eux-mêmes.

Tant d'espoir de changement...

En fait, quand il s'agit de la cause palestinienne, Obama parle et agit comme si le printemps arabe n'avait pas eu lieu. Il ne faut pas oublier que même les plus fidèles alliés arabes de l'Amérique dans la région ne pouvaient pas soutenir ouvertement la formule américano-israélienne pour faire la paix avec les Palestiniens. Alors, pourquoi cela serait-il acceptable pour des millions et des millions d'Arabes pro-palestiniens ?

Le printemps arabe peut avoir influé sur la sémantique du discours américain sur les droits des Palestiniens, mais il n'a pas créé de près ou de loin le moindre changement dans la politique américaine.

Une fois de plus, Obama a succombé au chantage politique de Netanyahu - dont le principal objectif en accumulant les embûches pour un quelconque processus de paix est de faire en sorte qu'Israël poursuive tranquillement ses politiques expansionnistes, et sans aucune crainte face aux timides sollicitations du président.

Oui, il ne fait aucun doute que Netanyahu ne veut entendre aucune référence aux frontières de 1967 dans ce discours, car Israël est actuellement en train de dessiner militairement ses propres frontières, et il ne peut pas avoir mal interprété les déclarations clairement pro-israéliennes d'Obama.

Comme le président américain l'a souligné dans son discours, il a bien insisté sur sa déclaration de « plein engagement » vis à vis des intérêts israéliens et de ses exigences sécuritaires : « C'est pourquoi nous avons augmenté la coopération entre nos forces armées à des niveaux sans précédent. C'est pourquoi nous rendons disponibles pour nos alliés israéliens nos technologies les plus avancées. »

« Et c'est pourquoi, malgré une période financière difficile, nous avons augmenté le financement militaire vers l'étranger à des niveaux records. »

Obama n'a pas seulement été clair dans son maintien d'un plein soutien américain à Israël, mais il a également formulé une nouvelle prise de position qui confirme explicitement la politique américaine de longue date visant à bloquer tous les efforts pacifiques palestiniens à travers le droit international et l'Organisation des Nations Unies.

« ... Les États-Unis vont s'opposer à tout effort visant à condamner Israël devant les Nations Unies ou devant n'importe quelle instance internationale. Parce que la légitimité d'Israël n'est pas un sujet de débat », a-t-il affirmé devant le rassemblement des supporters les plus motivés et les plus influents d'Israël.

En prenant parti pour Israël contre le projet de l'Autorité palestinienne de solliciter l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la reconnaissance d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967, les États-Unis ont de fait déclaré la guerre à tous les Palestiniens, à l'Autorité palestinienne et à tous ceux qui militent [pour une paix juste].

Sans vergogne, les États-Unis feront tout pour invalider toute tentative des Palestiniens par des moyens légaux et pacifiques de contester la colonisation israélienne de leurs terres.

Mais en qualifiant à l'avance de tentatives de « délégitimation » d'Israël les campagnes visant à la reconnaissance d'un Etat palestinien, le président reconnaît involontairement que les politiques israéliennes elles-mêmes manquent de légitimité.

Un discours fondé sur les droits ?

Bien que l'affirmation d'Obama selon laquelle la reconnaissance devant les Nations Unies ne suffit pas à créer un Etat palestinien, est techniquement juste, cette initiative refera de la question [palestinienne] une question juridique concernant les droits - et qui ne sera alors plus définie par les préoccupations sécuritaires d'Israël comme cela a toujours été le cas dans le passé.

Cette reconnaissance par les Nations Unies, bien entendu, ira dans le sens de l'instauration d'un Etat palestinien défini par les frontières de 1967 - ce qui signifie que toutes les colonies israéliennes dans cette frontière devront être évacuées. Sans cela, elle ne ferait que légitimer et perpétuer la formule américano-israélienne des négociations.

Mais Obama n'a pas pris de risques en vue de promouvoir la paix...

Il craint de contredire des décennies de politique américaine qui ont eu pour but de s'opposer à toute résolution des Nations Unies relative aux crimes israéliens, et il craint aussi d'inaugurer un nouveau discours sur le conflit qui serait fondé sur les droits.

Ce n'était pas une surprise non plus quand Barack Obama a déclaré que l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, signé plus tôt ce mois-ci, était un « obstacle » à la paix dans la région. Après tout, dans son état d'esprit purement pro-israélien, toute tentative visant à l'unité palestinienne - quelle que soit sa faiblesse - ne sert pas les intérêts d'Israël et de ses méthodes éprouvées de « diviser pour régner » qui ont empêché tout progrès réel depuis des années.

Le refrain répété d'Obama selon quoi le Hamas n'est pas un partenaire de paix acceptable sonne non seulement comme un disque rayé, mais aussi comme une excuse boiteuse pour l'extrémisme et l'intransigeance des Israéliens.

S'il veut savoir qui sont les véritables partenaires « inacceptables », tout ce qu'il a à faire est d'obtenir une transcription anglaise des débats à la Knesset (le parlement israélien) et de lire comment les députés de droite traitent les Arabes « d'animaux » et profèrent toutes sortes d'insultes racistes à l'encontre des Palestiniens.

Mais si Obama est prêt à encourager les politiques israéliennes telles que « les transferts de terres », dont le but est de déplacer l'ensemble des communautés palestiniennes et se référer à ces transferts comme à de simples « changements démographiques », alors pourquoi se préoccuperait-il de la rhétorique raciste et des menaces venant des Israéliens de droite ?

Dans son dernier discours, Obama ne mentionne pas une fois les événements qui ont eu lieu lors des manifestations du 15 mai à l'occasion de la « Journée de la Nakba ». Au cours de ces manifestations pacifiques, l'armée israélienne a réagi de façon prévisible et de la seule façon qu'elle connaît : en tirant à l'aveuglette sur des manifestants non armés. Au cours de la fusillade, plus de 20 personnes ont été assassinées aux frontières syriennes et libanaises.

Peut-être la partie la plus troublante du discours d'Obama est sa volonté choquante d'adopter la version israélienne et de nier complètement les droits nationaux palestiniens.

A la fin de son discours, l'affirmation d'Obama selon laquelle l'histoire d'Israël pourrait être caractérisée par une lutte pour la liberté (une répétition de son discours de 2008 devant l'AIPAC) résume le tout.

Le président américain refuse de voir l'oppression israélienne et la répression. Il refuse de reconnaître la légitimité de la lutte palestinienne pour la liberté - parce que s'il le faisait, il risquerait de nuire grandement à ses chances de gagner un second mandat en tant que président des États-Unis.

Lamis Andoni -

* Lamis Andoni est analyste et commentatrice pour le *Middle Eastern and Palestinian Affairs*

Al Jazeera

25 mai

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10663

4-3 Ilan Pappé : Jetez une chaussure à la trahison d'Obama.

Dimanche à 16h17 GMT, j'ai lancé ma chaussure sur l'écran de mon poste de télévision, pour viser le président états-unien Barack Obama, précisément au moment il y a commencé à expliquer que la référence aux frontières de 1967 faite lors de son discours de jeudi dernier au Département d'Etat concordait avec l'interprétation israélienne de ces frontières.

Non pas que ce discours [de jeudi] m'ait enthousiasmé, mais il était au moins aussi insipide que ses discours précédents sur le sujet.

Mais à 16h17, il a dit qu'il n'y aurait "aucun retour aux frontières du 4 juin 1967" et les milliers de participants à la convention de l'AIPAC ont applaudi frénétiquement. L'annexion des blocs de colonies construits illégalement en Cisjordanie occupée et la création d'un petit bantoustan palestinien dans les interstices est l'essence de la vision d'Obama pour la paix.

C'était une chaussure souple et tout ce qu'elle a fait, c'est de rebondir sur l'écran. Et parce qu'elle était une arme aussi inoffensive, elle était aussi dirigée à mes amis palestiniens qui, depuis vendredi, ont expliqué publiquement tout ce que le discours d'Obama devant Département d'Etat avait d'inhabituel et d'important.

C'est dur de savoir qu'à la Maison Blanche se trouve quelqu'un qui trahit non seulement les Palestiniens, mais tous les opprimés dans le monde et aux Etats-Unis qu'il avait promis de soutenir et de représenter.

Mais j'ai changé de chaîne et que me suis retrouvé à la Puerta del Sol, à Madrid, où des milliers de jeunes gens sont en train de reformuler le message puissant qui est parti de la Place Tahrir, au Caire, et qu'on a également entendu aux frontières de la **Palestine** le jour de la Nakba, et à Trafalgar Square, à Londres, pendant de récentes manifestations d'étudiants.

C'est un appel de défiance à l'égard du discours politique et de ses effets toxiques. Oui, ils disent à Madrid, comme ils l'ont fait aux frontières de **Palestine**, que nos vies sont régies et affectées par des hommes politiques occidentaux suffisants, cyniques et indifférents, qui détiennent un pouvoir immense pour perpétuer un monde injuste pour les années à venir, mais nous en avons assez et nous résisterons.

Où que l'on soit touché par cette élite occidentale politique et économique, on est confronté à deux options. Soit accepter avec fatalisme que la seule chose à faire, c'est de se retirer dans nos petits jardins d'Eden personnels et tenter autant que faire se peut de les ignorer et de continuer sans eux, dans les limites du possible. Ou bien, si on n'a pas ce penchant ou ce luxe, on

peut plutôt s'associer à tous ceux qui ne veulent pas céder et disent à leurs élites que leur monde et leur programme ne sont pas les leurs.

Dans certaines parties du monde, les autorités tirent sur les manifestations massives qui expriment un tel message ; dans d'autres, elles les ignorent. Il est trop tôt pour juger de l'échec ou de la réussite de ces tentatives, mais il est clair que jusqu'à présent, les protestations s'étendent. Elles défient les diktats hégémoniques politiques des gouvernements et elles montrent une impatience et un ressentiment croissants vis-à-vis des manipulations du monde des affaires et des stratagèmes macro-économiques.

Les populations de **Cisjordanie** occupée et de la Bande de **Gaza** ont été victimes de cette politique sous couvert du soi-disant processus de paix. Cependant, récemment, en **Palestine**, les dirigeants locaux ont enfin répondu à la demande populaire pour l'unité et la confiance en soi après l'avoir ignorée pendant des années.

En conséquence, le soutien aux efforts de la population à entrer dans une nouvelle phase de résistance populaire contre l'occupation israélienne est en train de galvaniser le mouvement mondial de solidarité avec la **Palestine** avec une énergie semblable à celle qui a généré le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

La reprise de l'initiative par les gens ordinaires dans le monde arabe et en Europe devrait nous aider à éviter de sombrer trop profondément dans la paralysie et l'inaction en face d'un tel cynisme. Il y a encore tant à faire, au mépris total du discours hégémonique et de l'inaction des élites politiques occidentales sur la **Palestine**. Beaucoup a déjà été fait dans la résistance continue contre la destruction israélienne de la terre et de son peuple.

On peut continuer à boycotter les produits israéliens et les représentants culturels en France, même s'il y a une nouvelle loi contre ce boycott. Si les Palestiniens en **Israël** défient les lois israéliennes contre la commémoration de la Nakba, on peut aussi ignorer ses lois et réglementations européennes insidieuses. On peut lutter contre tout lien institutionnel universitaire entre les universités britanniques et **Israël**, malgré l'embaras du ministère des Affaires étrangères et la position universitaire officielle. Et enfin, on peut continuer à diffuser dans les médias alternatifs l'image véritable, malgré la façon honteuse dont les médias "libéraux" américains et européens dépeignent la réalité du terrain.

Le monde est un endroit bizarre, après les deux discours d'Obama. L'écart entre Obama, Berlusconi, Netanyahu, Cameron, Merket et consorts a disparu. Pendant un temps, il y a eu un danger qu'on compte quelques dirigeants palestiniens au sein de ce groupe indigne de dirigeants occidentaux. Mais heureusement, ce danger a diminué.

Tout comme en **Israël**, l'option d'un changement de l'intérieur des systèmes politiques occidentaux est douteux et y investir trop d'énergie peut être inutile. Mais tout ce qui n'en fait pas partie - églises, mosquées, synagogues progressistes, ashrams ouverts sur le monde, centres communautaires, réseaux sociaux et le monde des ONG - indique qu'une alternative existe.

Une lutte sans merci contre le nettoyage ethnique de la **Palestine** continuera en dehors des couloirs occidentaux du pouvoir. Ce que nous avons appris de l'Egypte et de la Tunisie, même si nous ne sommes pas sûrs de l'issue de la partie, c'est que la lutte hors des couloirs du pouvoir n'attend pas de dirigeants, d'organisations bien huilées et de gens qui parlent au nom des autres.

Si vous êtes partie prenante de cette lutte, engagez-vous et faites ce que vous pouvez, sans vous soucier de la malheureuse Obamafication de notre monde.

[Ilan Pappé](#)

Ilan Pappé est professeur d'Histoire et directeur du Centre européen d'Etudes palestiniennes à l'université d'Exeter (GB). Son livre le plus récent est *Out of the Frame: The Struggle for Academic Freedom in Israel* (Pluto Press, 2010).

25 Mai

Source : [Electronic Intifada](#)

Traduction : MR pour ISM

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19